

## **Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

### **Egalité et droits des femmes**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

#### **Absents / Excusés :**

Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Maryse FAYE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

## **Création d'un observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III - Approbation**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la lutte contre les discriminations, qui contrarient l'idéal républicain d'égalité et minent la cohésion sociale.

Elle intervient dans ce champ en apportant son soutien financier par des subventions, et en développant des partenariats actifs avec les associations. Des actions de sensibilisation destinées au personnel municipal et au grand public sont également proposées chaque année. Un chef de projet est affecté sur cette thématique à hauteur de 50% d'un Equivalent Temps Plein (ETP) de catégorie A dans les effectifs municipaux.

La Ville de Montpellier a intensifié son implication dans la lutte contre les discriminations, notamment par l'adhésion à la coalition des villes européennes contre le racisme (ECCAR), la signature de la Charte « Egalité contre le racisme » portée par le Défenseur des Droits, l'adhésion à la charte Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA), l'adhésion au Rainbow Cities Network et elle participe activement à la réflexion en cours pour l'élaboration d'un Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations (PTLCD) adossé au Contrat de Ville.

Ces engagements ont conduit la Ville de Montpellier à mettre en place un groupe de recherche action sur les discriminations subies sur son territoire en collaboration avec l'Université Paul Valéry Montpellier III (UPVM), ce qui implique la signature d'un contrat d'une collaboration entre la Ville et UPVM. Ce dernier a produit une série d'études et de notes de synthèse permettant de pallier le manque de données locales sur les problématiques discriminatoires. Les résultats obtenus démontrent l'existence et la persistance de réelles inégalités, causées par les phénomènes discriminatoires à Montpellier et posent la nécessité de lutter contre ces discriminations. Plusieurs séries de préconisations ont été émises et communiquées aux différentes institutions signataires du contrat de ville.

Le projet de création d'un observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier constitue la suite logique de cette première étape de diagnostic. Il permettra sur une année (décembre 2021/novembre 2022) :

- **Le suivi de l'évolution des discriminations** mises en lumière par le groupe de recherche action : recherche qualitative et élaboration d'indicateurs ;
- **La diffusion transversale des préconisations de lutte contre les discriminations dans les politiques publiques** : lien avec les différentes institutions concernées afin d'inciter à la mise en œuvre des préconisations émises par les sept études produites ; suivi de l'impact de ces politiques publiques de lutte contre les discriminations sur le territoire ;
- **Le partage des résultats de la recherche** : organisation d'un colloque par an sur les discriminations et la lutte contre les discriminations à destination des élus et des personnels concernés par la mise en œuvre des politiques de lutte contre les discriminations ;
- **La production d'un rapport annuel** portant sur deux thématiques. La première est l'évolution des discriminations subies dans le champ des thématiques ciblées (familles monoparentales, personnes en situation de handicap dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV), accès à la formation et à l'emploi des jeunes diplômés et des femmes issues des QPV, discriminations liées à la dématérialisation des services publics). La seconde est un tableau de suivi des résultats des politiques publiques de lutte contre les discriminations engagées suite aux préconisations mises en œuvre dans les domaines identifiés.

La participation de la Ville inclut l'affectation d'un ¼ temps de cheffe de projet Cohésion Sociale/lutte contre les discriminations de la Ville de Montpellier, évalué à 15 000 €, et le versement de 57 600 € à l'UPVM. Il est à noter que la Ville bénéficiera en 2021 d'une subvention de la dotation de Politique de la Ville (DPV) pour un montant de 48 000 € en recettes car elle répond pleinement aux enjeux prioritaires et aux objectifs du contrat de ville inscrits dans sa programmation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes du contrat de collaboration de recherche, portant sur la mise en place d'un Observatoire des discriminations subies sur le territoire de la Ville de Montpellier, avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- De dire que dans le cadre de cette collaboration la Ville de Montpellier s'engage à verser à l'Université Paul Valéry Montpellier III la somme globale et forfaitaire de 57 600 €
- De dire que dans les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Stéphane JOUAULT, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 8 décembre 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 8 décembre 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de collaboration de recherche\_Observatoire des discriminations\_Ville de Montpellier\_UPVM\_LEIRIS.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20211130-174170-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/12/21  
Réception en Préfecture : 08/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.